



Universidad
Carlos III de Madrid



This is a postprint version of the following published document:

Bergel, Y. (2017). L'introduction au Droit en Espagne. Rémy Cabrillac (dir.): *Qu'est-ce qu'une introduction au Droit?* Dalloz: Francia, pp. 153-158.

© Dalloz, 2017



Esta obra está bajo una licencia de Creative Commons
Reconocimiento-NoComercial-sinderivadas 3.0 España

L'introduction au droit en Espagne

Yolanda Bergel Sainz de Baranda

*Dr. Dr. H.C., département de droit privé,
Universidad Carlos III de Madrid,
ORCID 0000-0002-9900-7020*

Dans le cadre des conférences sur le thème « Qu'est-ce qu'une introduction au droit ? Regards croisés franco-européens » organisées par le Laboratoire de droit privé de la faculté de droit de l'université de Montpellier vous m'avez demandé d'expliquer quelle est la raison d'être du cours d'introduction au droit dans mon pays, et quels sont les contenus du cours ainsi que de réfléchir à la pertinence de ces cours.

Historiquement le cours d'introduction au droit a eu en Espagne deux directions : (i) l'une plus philosophico-juridique relative au concept de droit, à la notion de justice et d'ordre, la théorie de la règle de droit, le système juridique, etc., et (ii) l'autre direction plus positiviste qui fait référence aux sources de droit et à l'interprétation et l'application des règles de droit. Bien que traditionnellement cette seconde direction fût enseignée par les civilistes (car ses contenus se trouvent dans le titre préliminaire du Code civil), elle fait maintenant partie de la théorie générale du droit et est enseignée par les philosophes du droit.

Ce changement a été introduit suite à la réforme des programmes d'enseignements de 1983¹ qui a entraîné une réflexion sur le cours d'introduction au droit, sa nécessité et son contenu.

1. Accompli par la LO 11/1983, du 25 août, de réforme universitaire, développée par le RD 1491/1987, du 27 novembre. Les directives particulières pour les études de droit ont été établies par les directives RD 1424/1990, du 26 octobre. L'Annexe à cet RD 1424/1990 traite, entre autres, des matières suivantes (à l'époque appelés « *Troncales* ») : (i) *Théorie du droit* dans le domaine d'expertise de « Philosophie morale et politique » avec le contenu suivant : le droit comme forme d'organisation et comme système normatif ; la science du droit ; théorie du droit : la règle juridique et le système juridique ; interprétation et application du droit ; concepts juridiques fondamentaux : les problèmes du droit juste et l'efficacité du droit ; et (ii) *Droit civil*, dans le domaine d'expertise du « droit civil » avec

À l'occasion de cette réforme des programmes d'enseignements après l'adoption de la Constitution espagnole², les contenus des programmes ont été réorganisés et, entre autres choses, les contenus explicatifs du titre préliminaire du Code civil ont glissé vers la théorie générale du droit (précédemment nommée droit naturel) dans le domaine de la philosophie du droit. Ainsi, les contenus les plus positifs de l'introduction au droit restaient dans le domaine du droit civil. Plus récemment, l'adaptation des Programmes d'études à l'Espace européen de l'enseignement supérieur (EEES)³ a entraîné la nécessité de faire des ajustements dans les contenus des cours d'introduction au droit ainsi que des changements dans la méthodologie pédagogique, mais cela n'a pas déterminé, dans ce cas, un changement dans la philosophie de la distribution des contenus des cours.

D'autre part, le pouvoir discrétionnaire que les nouveaux Programmes d'études ont conféré aux universités espagnoles conduit à ce que les programmes et les contenus des enseignements diffèrent d'une université à l'autre⁴. C'est pourquoi il est nécessaire de faire un *caveat* initial parce que les considérations que nous faisons ici concernent dans leur majorité (sans préjudice des points communs avec les autres universités) la conception et configuration de l'introduction au droit à l'Université Carlos III de Madrid (UC3M)⁵.

le contenu suivant : le droit privé : droit de la personne et droit patrimonial ; propriété et droits réels ; droit immobilier et du registre ; obligations et contrats ; responsabilité extracontractuelle. Sur la réforme des programmes d'étude, v. J. Infante, « La reforma de los planes de estudio universitarios en la España democrática (1977-2000) », *Revista de Educación*, enero-abril 2010, p. 259-282. Sur les programmes d'études en droit, v. « La reforma de los estudios de Derecho (el nuevo plan de estudios : su valoración y análisis crítico) », *Dykinson*, Madrid, 1992.

2. L'article 27.10 CE « reconnaît l'autonomie des Universités, dans les termes établis par la loi ». Ladite autonomie se manifeste, selon le Préambule de la LO 11/1983, dans l'autonomie statutaire ou de Gouvernement, dans l'autonomie académique ou des programmes des études, dans l'autonomie financière ou de gestion et d'administration de ses ressources et, finalement, dans leur capacité à sélectionner et promouvoir le corps enseignant dans le respect des principes de mérite, publicité et non-discrimination qui doivent régir l'assignation de tout poste de travail de l'État.

3. Par la LO 4/2007, du 12 avril, qui modifiait la LO 6/2001, du 21 décembre, qui établit une nouvelle structure des enseignements et titres universitaires officiels afin de réorienter le processus de convergence des enseignements universitaires espagnols avec les principes découlant du EEES. Ladite LO trouve son développement dans le RD 1393/2007, du 29 octobre, qui établit l'organisation des enseignements universitaires officiels (BOE 2007/18770).

L'UC3M a été la première université espagnole à adapter ses diplômes à l'EEES dans l'année 2008-2009.

4. Dans ce sens la LO 11/1983 établit que le gouvernement approuve les lignes générales des Programmes d'étude pour les divers enseignements et chaque université approuve ses propres programmes d'études que le Conseil des universités doit homologuer. Cette autonomie universitaire a été renforcée par LO 4/2007, du 12 avr. et par ledit RD 1393/2007 dont le préambule signale : « Le présent décret royal, en suivant les principes définis par ladite loi [il fait référence à la LO 4/2007], approfondit la conception et l'expression de l'autonomie universitaire et, dorénavant, les universités vont créer et proposer, en accord avec les règles établies, les enseignements et diplômes qu'elles vont enseigner et délivrer, sans se soumettre à l'existence d'un catalogue préalable établi par le gouvernement comme il était obligatoire jusqu'à présent. » V. aussi, art. 3 RD 1393/2007.

5. L'UC3M était créé par la loi n° 9/1989, du 5 mai. Depuis sa création, le programme d'études de l'UC3M établit une durée des études de droit de 4 ans (contrairement aux 5 années des programmes précédents) tout en adoptant le contenu thématique de la carrière de droit.

Ces Programmes d'étude montrent une tendance à former les étudiants d'une façon plus pratique qu'auparavant⁶. L'enseignement du droit était historiquement une formation purement scientifique, avec une approche principalement théorique qui ne fournissait pas aux étudiants des connaissances pratiques. C'est vrai qu'un enseignement plus technique a des avantages comme rapprocher les étudiants de la pratique de la profession de juriste, mais c'est aussi vrai qu'ils ont besoin de connaissances juridiques de base pour pouvoir faire face aux problèmes qui se posent dans la pratique⁷. Le problème sera, alors, d'une part, de trouver un juste équilibre et, d'autre part, d'adapter les contenus des cours aux réels futurs besoins des étudiants.

Tout ce dont nous parlons s'est manifesté d'une façon particulièrement significative en ce qui concerne la conception et la configuration de l'introduction au droit. C'est pour cela que si l'on nous interroge sur le rôle que l'introduction au droit joue aujourd'hui dans les programmes d'enseignement en Espagne (et à l'UC3M en particulier) et sur les contenus du cours, nous devons nécessairement répondre qu'ils sont variables⁸. Cela dépend essentiellement de deux facteurs : à quels étudiants le cours s'adresse et de quel enseignement, de quel diplôme il s'agit.

À cet égard, la considération qu'on doit sans doute faire *a priori* c'est de nous demander quel est le rôle qu'on veut donner à la théorie générale du droit dans les programmes d'études du droit et autres programmes connexes, et s'il fait sens d'incorporer le cours à des programmes dont le contenu n'est pas essentiellement juridique. Dans l'UC3M on a considéré que ce dernier point n'était pas nécessaire, ce qui fait que l'introduction au droit (qui était auparavant conçue d'une façon plus unitaire) s'ouvre maintenant à toute une gamme de possibilités, en fonction de son public et des intérêts de chaque type d'étudiant.

6. Le préambule dudit RD 1393/2007 signale : « Les programmes d'études pour obtenir un diplôme doivent avoir comme objectif principal l'acquisition de compétences par les étudiants, en élargissant la traditionnelle approche fondée sur les contenus et les heures de classe. Il faut souligner l'importance des méthodes d'apprentissage desdites compétences, ainsi que les procédures pour évaluer son acquisition. »

À l'UC3M, depuis sa création, on a opté pour l'incorporation aux enseignements magistraux de travaux pratiques. Aujourd'hui, après l'adaptation des études aux EEES, lesdits travaux pratiques représentent 50 % des enseignements de chaque enseignement (cela signifie que pour chaque heure de cours théorique il y a une heure de cours pratique). Cette règle est utile dans les cours scientifico-dogmatiques mais n'est probablement pas aussi intéressante pour les cours au contenu philosophique.

En plus de ces cours de travaux pratiques on offre aux étudiants la possibilité d'acquérir de l'expérience dans la profession juridique grâce à la Clinique juridique de l'UC3M, dans laquelle les étudiants (sous la supervision des professeurs) peuvent effectuer des travaux d'assistance juridique gratuite pour des groupes défavorisés.

7. Il faut prendre en considération que, parmi les compétences de base que les étudiants doivent acquérir dans leurs études de licence (degré) selon l'Annexe I.3 du RD 1393/2007, ils doivent savoir « appliquer leurs connaissances à leur travail ou leur vocation professionnelle et avoir les compétences qui sont généralement démontrées par l'élaboration et la défense d'arguments, la résolution des problèmes dans leur domaine d'étude » mais ils doivent aussi avoir « la capacité de recueillir et interpréter des données pertinentes pour porter des jugements qui comportent une réflexion sur des sujets importants d'ordre social, scientifique ou éthique ».

8. Il convient de noter que tous les cours d'introduction au droit dont nous parlons sont des cours liés à la Formation de base.

C'est pour cela que l'université UC3M a décidé d'inclure dans le premier quadrimestre (nous n'avons plus de semestres) de la première année⁹ dans les diplômes (« licences » en France) de droit (et même dans les doubles diplômes incluant le droit), de sciences politiques et de communication audiovisuelle, un cours d'introduction au droit intitulé « Théorie du droit et sociologie juridique¹⁰ » (6 crédits ECTS). Le but recherché est de donner aux étudiants : (a) une première approche du phénomène juridique sous l'angle de la réflexion abstraite pour qu'ils puissent comprendre l'importance du droit comme système de régulation des relations sociales et la gestation de la règle de droit, mais aussi les familiariser avec (b) l'utilisation des sources juridiques et (c) l'application et l'interprétation du droit. Ce cours comprend le contenu typique d'un cours de philosophie du droit (la science juridique, le concept du droit, les valeurs et principes éthiques, le concept de justice et d'ordre, le caractère unitaire du système juridique...), ainsi qu'un contenu plus scientifico-positif qui auparavant était traité dans les introductions au droit privé par les civilistes (tout ce qui est relatif au Titre préliminaire du Code civil; le système des sources du droit, l'interprétation et l'application de la règle de droit, l'efficacité des règles juridiques et l'exercice des droits...). Ceci découlant, comme nous l'avons déjà précisé, de la réforme de 1983 qui a souhaité donner un contenu mais aussi du sens à un cours d'introduction au droit avec un caractère plus formatif qui autrement n'aurait pas pu trouver une justification dans des plans d'études de plus en plus pratiques et de moins en moins philosophico-scientifiques.

Bien qu'il ait été convenu qu'une formation introductive au profil juridico-philosophique était indispensable dans les formations de droit et de sciences politiques et communication audiovisuelle car, dans ces disciplines, il faut développer chez l'étudiant un sens critique sur la finalité et sur le sens des règles juridiques, on ne l'a cependant pas jugé nécessaire dans les enseignements d'orientation économique. C'est pour cela que, dans ces derniers, on a opté pour une introduction au droit beaucoup plus pratique (voire utilitaire) en l'adaptant aux nécessités particulières de ce type d'étudiants. Ceci correspond au cours « Introduction au droit civil patrimonial » (6 crédits ECTS) enseigné en espagnol et en anglais dans les formations de gestion des entreprises, économie, finances et comptabilité et tourisme. Dans le programme de ce cours on a sélectionné les contenus utiles pour les étudiants auxquels il est destiné (ex. : l'ordre public économique, le droit de liberté d'entreprise, la propriété, le régime économique matrimonial...). Le but est

9. Cela peut être un inconvénient si l'on tient compte du fait que les étudiants de première année ont besoin généralement d'une période d'adaptation à un nouveau système d'enseignement, une nouvelle façon de travailler, et une terminologie technique qu'ils ne connaissent pas quand ils commencent leurs études universitaires.

10. L'incorporation de la sociologie juridique aux programmes d'études était une ancienne revendication. On reprochait aux programmes d'études précédents un caractère trop privatiste (à cet égard v. M. Casado, « Acerca de los nuevos planes de estudio de las facultades de Derecho. Especial referencia al caso de la universidad de Barcelona », *Anuario de la Facultad de Derecho (Universidad de Extremadura)*, n° 11, 1993, p. 481-504).

qu'ils connaissent les fondements juridiques du système juridico-économique espagnol et les règles de base de l'échange des biens et des services. Avec cet objectif et dans cette perspective, tout en restant une étude introductive, ce cours constitue un « parcours de synthèse » des institutions de base du droit patrimonial (droit de la personne, théorie générale des obligations et des contrats, principales modalités des contrats, propriété et autres droits réels, et notions de droit de la famille et des successions) en donnant aux étudiants une « culture juridique » générale de base pour l'accomplissement de leurs activités professionnelles.

Finalement, du point de vue du droit privé, l'introduction au droit (tout en restant une étude scientifique introductive de la discipline) a actuellement des traits plus positifs, son contenu ayant été privé de la part la plus philosophique du cours comme nous avons expliqué. On le constate dans le cours dénommé « Introduction au droit civil et de la personne » (6 crédits ECTS) enseigné dans le deuxième quadrimestre de la première année du droit (et dans la deuxième année du double diplôme en droit et études internationales). Ce cours fonctionne comme une vraie introduction au droit privé puisqu'il aborde des questions essentielles non seulement pour le droit civil mais aussi pour autres branches du droit privé. Dans ce cours, on étudie le concept de droit civil et les différences entre droit commun et droit spécial, ainsi qu'une des caractéristiques la plus importante du droit espagnol, la pluralité juridico-civile (l'existence de « *derechos forales* »). En outre, des questions essentielles du droit privé comme le patrimoine, les actes juridiques, les droits extrapatrimoniaux et leurs limites, l'autonomie de la volonté, la représentation, les institutions de la caducité et de la prescription, sont aussi étudiés. Ce cours étudie aussi la personne physique (début et fin de la personnalité, capacité, protection des droits de la personnalité...) et la personne juridique (en mettant particulièrement l'accent sur le régime juridique des fondations et associations). Pour des raisons (assez absurdes) de besoin d'ajustement des programmes, un cours avec le même programme mais avec un contenu plus réduit (3 crédits ECTS), dénommé « Institutions de base du droit privé », est dispensé dans le deuxième quadrimestre de la deuxième année des doubles diplômes en droit et gestion des entreprises, droit et économie et droit et sciences politiques.

* *

*

Quand on rédige les programmes d'enseignements et qu'on organise les programmes des cours il est nécessaire de penser au type de juriste qu'on veut former. Au cours des dernières années la tendance est sans doute de former des juristes davantage praticiens, ayant des connaissances en droit positif mais accordant une énorme importance aux aspects de l'activité de professionnel du droit. Et si tout cela est mis en évidence par la diminution de la science juridique dans les cours plus dogmatiques, que peut-on attendre des disciplines plus philosophiques ?

C'est pour cela que, à notre avis, c'était une bonne décision (et l'on peut même parler d'une réussite si l'on pense, comme nous l'avons vu, que l'organisation des enseignements de droit est conçue dans les programmes d'étude d'une façon de plus en plus pratique) d'incorporer aux programmes d'étude du droit un cours général d'introduction à la discipline comprenant tant des éléments de philosophie du droit que des aspects plus positivistes de l'introduction au droit (même si ces derniers aspects correspondent à un cours de droit privé, on a déjà vu qu'après la réforme de 1983 ils ont été transférés à la théorie générale du droit probablement avec l'intention de conserver un cours d'introduction philosophico-scientifique du droit). Une autre solution laisserait les étudiants avec une bonne formation en droit positif mais sans éléments d'appréciation pour s'interroger sur la nécessité et la justice des règles juridiques.

Aussi nous considérons que c'est une bonne chose de ne pas avoir incorporé une théorie générale du droit avec des traits juridico-philosophiques dans des disciplines de nature économique (gestion des entreprises, économie, finances, comptabilité...) puisque ce dont ont besoin ces étudiants pour leur activité professionnelle, ce sont des connaissances de base du droit positif et du droit privé. Il est ainsi logique d'adapter le contenu d'une introduction au droit à ces exigences pratiques, même s'il est possible que ces étudiants ne disposeront probablement pas d'une formation scientifique plus générale relative, par exemple, aux sources du droit et à l'application du droit, qui pourrait également leur être utile.